

Pouvoir d'emprunt

ment supérieur. Deuxièmement, elle n'assure pas au Canada les compétences dont il a besoin pour tirer parti des retombées économiques de la nouvelle technologie. C'est le genre de compression qui ne débouche sur rien de productif. En fait, elle est très nuisible et nous n'allons pas tarder à nous en rendre compte au cours des prochaines années.

Il était question dans le budget d'avril d'un programme spécial de relance qui allait permettre de débloquer plus de 4 milliards de dollars. Une partie de cet argent était destiné à des projets spéciaux dont plus de 100 allaient être mis en œuvre partout au Canada. L'un des plus importants pour les régions de l'Atlantique était une subvention au transport maritime, plus précisément un programme de construction de navires. Dans son budget du mois d'avril, le ministre des Finances (M. Lalonde) avait prévu de débloquer 630 millions de dollars à cet effet. Mais quand on lit plus attentivement le budget, on s'aperçoit qu'une grosse partie de cet argent ne devait servir qu'à construire des navires pour notre garde côtière et qu'on le débloquent pour accélérer la réalisation d'un programme déjà en vigueur.

La hausse des dépenses à ce chapitre est bien moindre que les 300 millions de dollars qu'on avait annoncés au départ. Nous, qui venons de l'Est du Canada, nous nous inquiétons énormément de la situation actuelle, non seulement dans nos propres chantiers navals, mais dans tous ceux du pays. Nous sommes convaincus que le gouvernement doit accélérer le lancement de ses programmes de construction navale, destinés à la garde côtière et au ministère des Transports, et surtout ceux qui sont prévus pour le ministère de la Défense nationale. Il faut mettre en œuvre le plus tôt possible le programme de construction de frégates de patrouille, un programme de 1 milliard de dollars, pour équiper notre marine de six vaisseaux modernes, mais il n'en n'est pas question dans le budget. Je me demande donc si le gouvernement parle sérieusement lorsqu'il dit qu'il faut relancer notre industrie navale.

Nous nous sommes engagés à honorer nos engagements auprès de l'OTAN en rééquipant nos Forces armées d'un matériel militaire plus important. Le budget n'en parle pas et dans ce domaine encore, nous pratiquons des compressions improductives. En achetant du nouveau matériel pour nos Forces armées, nous relançons non seulement l'emploi et l'activité économique, mais nous créons des actifs durables qui nous permettraient d'économiser si nous allions de l'avant maintenant. Je demande instamment au gouvernement de faire le point sur nos dépenses militaires et de prendre des mesures en conséquence pour remplacer le matériel de nos Forces armées, et surtout pour améliorer l'état de notre marine grâce au programme de construction de frégates de patrouille.

Je voudrais aborder une question d'intérêt local, qui est aussi une source de grande préoccupation; on a récemment annoncé l'adjudication du contrat relatif à la remise en état du H.M.C.S. *Nipigon* à la Davie Shipbuilding à Lauzon, dans le Québec. Ce contrat de plusieurs millions de dollars aurait changé énormément les perspectives d'emploi des ouvriers des chantiers navals de Halifax. La perte de ce contrat va laisser ces chantiers inactifs et le député libéral de Halifax devra répondre de cet état de choses. Il est au courant des difficultés qu'on a éprouvées dans cette région.

Je veux parler brièvement du secteur de la pêche, car, en limitant ses dépenses, le gouvernement a vraisemblablement

négligé ses obligations à l'égard de ce secteur dans la région de l'Atlantique. La préparation du rapport du groupe de travail nécessiterait un débours de 300 millions de dollars en sus des sommes qu'il faudrait consacrer à l'amélioration des installations dans les ports pour petites embarcations; or rien n'a été prévu à cet effet.

Nous devons disposer d'un certain contrôle sur l'exploitation des ressources pétrolières au large de nos côtes. J'ai appris dans les journaux que la Huskie-Bow Valley comptait étendre son activité dans son projet, pourtant elle a l'intention de se servir d'une plate-forme de forage importée de la Norvège. Comment peut-on de la sorte créer des emplois pour les Canadiens?

Je termine là-dessus, monsieur le Président. Cependant, nous comprenons fort bien que le gouvernement doive restreindre ses dépenses, et même si nous nous opposons à ce qu'il accroisse sa dette, nous voulons néanmoins qu'il fasse preuve de lucidité dans l'administration des programmes prévus dans le budget.

M. Orlikow: Monsieur le Président, puis-je dire qu'il est 13 heures?

[Français]

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE
L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

L'HABITATION

LE SUCCÈS REMPORTE DANS LA BEAUCE PAR LE PROGRAMME
CANADIEN D'ENCOURAGEMENT À L'ACCESSION À LA
PROPRIÉTÉ

M. Normand Lapointe (Beauce): Madame le Président, je tiens à signaler à la Chambre l'annonce faite par le ministre des Travaux publics (M. LeBlanc), le 25 mai dernier, selon laquelle le gouvernement fédéral accepte toutes les demandes valables présentées le ou avant le 5 mai 1983 dans le cadre du Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété. Plusieurs commettants de la Beauce pourront se prévaloir du Programme jusqu'au 15 juin. Quant à moi, j'ai reçu un grand nombre d'appels téléphoniques d'entrepreneurs et de futurs propriétaires de ma circonscription, lesquels tenaient à féliciter le gouvernement fédéral relativement à cette heureuse initiative. Je peux donc assurer la Chambre que ce programme a connu un immense succès et qu'il a produit d'excellents effets en ce qui a trait à l'industrie de la construction dans la région de la Beauce. En effet, au 30 avril 1983, 612 subventions au montant de \$3,000 avaient été accordées à la Beauce, ce qui représentait une somme de \$1,836,000. Je suis donc heureux de l'annonce du 25 mai dernier, laquelle correspond au vœu exprimé par la plus grande partie de la population.